

Brochure n° 3122

Convention collective nationale

IDCC : 454. – **TÉLÉPHÉRIQUES
ET ENGINS DE REMONTÉES MÉCANIQUES**
(5^e édition. – Novembre 2003)

AVENANT N° 29 DU 15 NOVEMBRE 2004

RELATIF À LA JOURNÉE DE SOLIDARITÉ

NOR : ASET0550522M

IDCC : 454

Entre :

Le syndicat national des téléphériques de France (SNTF),

D'une part, et

La fédération nationale des syndicats de transports, confédération générale du travail (FNST-CGT),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Conformément aux dispositions de la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, les parties signataires conviennent de définir les modalités de mise en œuvre de la journée de solidarité au sein de la branche des téléphériques et engins de remontées mécaniques.

Article 2

La journée de solidarité sera définie dans chaque entreprise de la branche des téléphériques et engins de remontées mécaniques.

La date à laquelle les salariés effectueront leur journée de solidarité se situera chaque année pendant la saison d'hiver et ce, à compter de la saison 2004-2005.

Article 3

En vertu de la négociation qui prévaudra dans chaque entreprise, cette journée de solidarité pourra prendre la forme :

- soit d'un jour férié jusque-là chômé ;
- soit d'un jour de RTT ;
- soit de toute autre disposition permettant le travail d'un jour précédemment non travaillé du fait de modalités particulières d'organisation de l'entreprise.

Article 4

Compte tenu de la continuité d'activité des entreprises du secteur pendant la saison, la journée de solidarité pourra être différente pour chaque salarié.

Article 5

La durée de la journée de solidarité est fixé comme suit :

- pour les salariés permanents à temps plein, la durée de cette journée est fixée à 7 heures. Cela entraîne une augmentation de 7 heures de la durée annuelle du travail ;
- pour les salariés permanents à temps partiel, la limite de 7 heures est réduite proportionnellement à la durée contractuelle du travail ;
- pour les cadres bénéficiant d'un forfait jours, le nombre annuel de jours de travail est majoré de 1 jour.
- pour tous les saisonniers, la durée de cette "journée" de solidarité est proratisée : 7 heures par rapport à la durée annuelle du travail de l'entreprise ;

selon le calcul suivant :

$$\frac{7 \times \text{durée en heures du contrat saisonnier}}{\text{durée annuelle collective du travail de l'entreprise}} = \text{durée en heures de la "journée" de solidarité.}$$

Le travail accompli pendant cette journée de solidarité ne donne pas lieu à rémunération supplémentaire.

Article 6

Il ne pourra être dérogé par accord d'entreprise au présent avenant, sauf pour introduire des dispositions plus avantageuses pour les salariés.

Le présent avenant ne pourra avoir pour effet de remettre en cause des dispositions plus avantageuses pour les salariés, prévues par accord d'entreprise.

Article 7

Les dispositions susvisées seront soumises à la procédure d'extension prévue par le code du travail, livre I, titre III, chapitre III, section III.

Fait à Lyon, le 15 novembre 2004.

(Suivent les signatures.)